

**Décision n° 06-1224**  
**de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**  
**en date du 5 décembre 2006**  
**autorisant la société DE POST – LA POSTE SA à exercer la prestation de services**  
**postaux non réservés relatifs à la correspondance transfrontalière sortante**

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes,

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L. 3, L. 5-1, R. 1-2-1 à R. 1-2-8 ;

Vu la loi n°2005-516 du 20 mai 2005 relative à la régulation des activités postales ;

Vu le décret n°2006-507 du 3 mai 2006 relatif à la régulation des activités postales et modifiant le code des postes et des communications électroniques ;

Vu l'arrêté du 3 mai 2006, pris en application de l'article R. 1-2-6 du code des postes et des communications électroniques relatif aux obligations des prestataires de services postaux titulaires d'une autorisation ;

Vu la demande d'autorisation de services postaux présentée le 4 août 2006 par la société De Post – La Poste SA, sise Centre Monnaie – 1000 Bruxelles – Belgique ; BCE n° BE 0214.596.464

Vu la demande d'informations complémentaires de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 4 septembre 2006 ;

Vu le courrier du 11 octobre 2006 de la société De Post-La Poste SA en réponse aux demandes d'informations de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

**Après en avoir délibéré** le 5 décembre 2006 ;

La société De Post – La Poste SA a adressé à l'ARCEP, le 4 août 2006 une demande en vue d'être autorisée à offrir des prestations de services postaux non réservés relatifs aux envois de correspondance transfrontalière sortante.

La société De Post – La Poste SA est une société anonyme de droit public belge au capital social de sept cent quatre vingt trois millions sept cent quatre vingt mille cent soixante onze euros vingt cents (783 780 171,20 €) divisé en 409 838 actions :

- 98 900 actions (24.13%) sont détenues par l'Etat belge,
- 106 020 actions (25.86%) sont détenues par la Société de Participation Fédérale SA, appartenant à l'Etat Belge,

- 204 918 (49.99%) actions sont détenues par PostInvet Europe Sarl, société de droit luxembourgeois dont le capital est détenu par la Post Danmark A/S et le fond d'investissement britannique CVC Funds.

La demande adressée le 4 août 2006 concerne l'offre de services postaux transfrontaliers sortants.

La demande d'autorisation adressée à l'Autorité respecte les formes prévues par l'article R. 1-2-2 du code des postes et des communications électroniques. Elle comporte l'ensemble des informations visées à l'article R. 1-2-3 du code des postes et des communications électroniques.

L'activité de la société De Post – La Poste SA est conforme à la définition de l'article 8 de l'arrêté du 3 mai 2006 pris en application de l'article R. 1-2-6 du code des postes et des communications électroniques, qui définit la notion de correspondance transfrontalière sortante.

Ces informations permettent d'établir qu'aucun des motifs de refus visés à l'article L. 5-1 alinéa 2 du même code n'est opposable à la société De Post – La Poste SA.

#### **Décide :**

**Article 1.** - La société De Post – La Poste SA est autorisée à offrir des prestations de services postaux non réservés relatifs à la correspondance transfrontalière sortante dans les conditions fixées en annexe et dans le respect des dispositions légales et réglementaires.

**Article 2.** - L'autorisation est délivrée pour une durée de dix ans à compter de la date de signature de la présente décision. Cette autorisation est renouvelable.

**Article 3.** - La présente autorisation est liée à la personne de son titulaire et elle ne peut être cédée à un tiers.

**Article 4.** - Les modifications susceptibles d'affecter significativement l'activité du titulaire de la présente autorisation sont communiquées à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes afin de vérifier leur compatibilité avec les conditions de l'autorisation.

**Article 5.** - Le Chef du Service de régulation postale transmet la présente autorisation et son annexe à la société De Post – La Poste SA. La présente décision sera mentionnée au Journal Officiel de la République Française.

Fait à Paris, le 5 décembre 2006

Le Président

Paul Champsaur

**Annexe à la décision n° 06-1224  
de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**

**TITRE I – Dispositions précisant les caractéristiques de l’activité autorisée et les conditions permettant l’exercice de son contrôle par l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**

Ces dispositions relèvent de l’article L. 5-1 du code des postes et des communications électroniques.

**Chapitre I - Caractéristiques de l'activité autorisée**

1. Caractéristiques de l'offre

Collecte, tri, transport et remise pour distribution d’envois postaux transfrontaliers sortants, à destination du monde entier, au départ de France.

2. Territoire desservi

Tous les pays sont desservis par la société De Post – La Poste SA.

3. Procédure de traitement des réclamations

Conformément à l’article 4 de l’arrêté du 3 mai 2006 pris en application de l’article R. 1-2-6 du code des postes et des communications électroniques, le prestataire tient à la disposition des utilisateurs et de L’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes les procédures de traitement des réclamations.

Le prestataire indique les moyens permettant d’accéder à une procédure de traitement des réclamations simple, transparente et gratuite.

Le département Service Clients se charge du traitement de toutes les réclamations.

Les réclamations doivent être introduites dans un délai de six mois à compter du jour de réception par la société De Post – La Poste SA de l’envoi litigieux.

Une plainte peut être déposée :

- par simple lettre à De Post – La Poste Service Clients BP 5000 - 1000 Bruxelles ;
- par courrier électronique : [serviceclients@laposte.be](mailto:serviceclients@laposte.be).

**Chapitre II - Conditions relatives à l'exercice du contrôle de l'activité postale autorisée par l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**

L’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes peut exercer un contrôle du respect des conditions de l’autorisation.

L’activité soumise à autorisation doit être identifiée sur le plan opérationnel et le titulaire de la présente autorisation donne accès à l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes à ses prévisions d’activité, à ses installations, aux données opérationnelles et d’exploitation en vue du contrôle du respect de ses obligations, en particulier en matière de distribution.

Ce contrôle s'effectue dans les conditions définies par le code des postes et des communications électroniques et notamment ses articles L. 5-3 et L. 5-9.

En cas de manquement à l'une des obligations mentionnées dans la présente annexe ou dans les dispositions légales et réglementaires s'appliquant au prestataire, l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes prend la mesure proportionnée au manquement.

## **Titre II - Rappels réglementaires**

Le titulaire de la présente autorisation respecte les conditions suivantes, conformément au décret n°2006-507 du 3 mai 2006 et à l'arrêté du 3 mai 2006, pris en application de l'article R. 1-2-6 du code des postes et des communications électroniques relatif aux obligations des prestataires de services postaux titulaires d'une autorisation.

### **Chapitre III - Conditions de sécurité des utilisateurs, des personnels et des installations du prestataire du service**

Le prestataire édicte et met à disposition de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes les règles d'organisation de ses activités ainsi que les conditions de leur contrôle. Ces règles font l'objet de procédures écrites ou, à tout le moins, de schémas descriptifs. Elles permettent également d'assurer le suivi des tournées et l'identification des employés qui les ont effectuées.

Le prestataire fournit les garanties suffisantes sur sa capacité de traitement des envois de correspondance en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, en prévoyant un dispositif permettant de faire face à cette éventualité. Ce dispositif permettra soit l'acheminement et la distribution des envois de correspondance, soit leur restitution à l'émetteur. Le titulaire tient à la disposition de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes un descriptif de ce dispositif.

Le prestataire met en oeuvre les moyens nécessaires pour assurer la fermeture et la protection de ses locaux, notamment des zones de stockage des envois de correspondance.

Le prestataire met à la disposition des utilisateurs et de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, à la demande de ceux-ci, une présentation de l'offre commerciale incluant les conditions générales de ventes et des conditions tarifaires.

Le prestataire veille au respect par ses employés des dispositions prises en application de l'article L. 5-10 du code des postes et des communications électroniques pour les activités de distribution des envois de correspondance qui font l'objet de l'autorisation prévue à l'article L. 3 du même code.

#### **Chapitre IV - Conditions de confidentialité des envois de correspondance et d'intégrité de leur contenu**

Le prestataire prend les mesures nécessaires pour garantir le secret des correspondances.

Le prestataire est tenu de porter à la connaissance de son personnel, en particulier des employés affectés au traitement des envois, les obligations et peines qu'ils encourent au titre des dispositions du code pénal, et notamment au titre des articles 226-13, 226-15 et 432-9 relatifs au secret des correspondances.

Le prestataire prend les mesures nécessaires pour assurer l'intégrité du contenu des envois lors du traitement. De plus, il assure, à l'intérieur ou à l'extérieur de ses locaux, une protection efficace contre les risques de détérioration ou de vol des envois.

Le prestataire définit les règles concernant l'organisation des opérations de traitement des envois correspondance. Ces règles doivent :

- être écrites ;
- garantir la fiabilité et la qualité de l'activité postale mise en œuvre. Elles comportent, de façon proportionnée à la nature de l'activité autorisée, un dispositif de mesure, de détection et de correction des dysfonctionnements constatés ;
- prévoir le traitement des envois mal distribués ou non distribués ;

#### **Chapitre V - Conditions permettant l'accès des utilisateurs aux procédures de traitement des réclamations simples, transparentes et gratuites**

Le prestataire s'engage à permettre aux utilisateurs de ses services postaux un accès simple, transparent et gratuit aux procédures de traitement des réclamations.

Le prestataire tient à la disposition des utilisateurs et de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes les procédures de traitement des réclamations. Elles sont écrites et communicables sur simple demande. Elles fournissent les coordonnées du service compétent pour traiter les réclamations et elles comportent mention des délais de réponse.

Le prestataire s'assure de la mise en œuvre de ces procédures. Le prestataire établit périodiquement des bilans sur le traitement des réclamations, communicables à sa demande à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

## **Chapitre VI - Conditions de protection des données à caractère personnel et de protection de la vie privée des usagers des services postaux**

Le prestataire est tenu de porter à la connaissance de son personnel les obligations et peines qu'il encourt au titre des dispositions du code pénal relatives à la protection des données à caractère personnel et à la protection de la vie privée.

Le prestataire prend les mesures propres à assurer la protection, l'intégrité et la confidentialité des données à caractère personnel qu'il détient et qu'il traite.

## **Chapitre VII - Condition de préservation de l'environnement**

Le prestataire s'assure que ses prestations sont fournies dans des conditions techniques respectant l'objectif de préservation de l'environnement.

## **Chapitre VIII - Condition relative aux sous-traitants et mandataires**

Lorsque le prestataire fait appel à des sous-traitants ou mandataires, il veille dans les relations contractuelles avec ceux-ci, au respect des obligations de l'arrêté du 3 mai 2006 pris en application de l'article R. 1-2-6 du code des postes et des communications électroniques relatif aux obligations des prestataires de services postaux titulaires d'une autorisation.

## **Chapitre IX - Condition de fourniture d'information statistique à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**

Le prestataire fournit chaque année à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes les informations statistiques concernant le trafic, le chiffre d'affaire, les produits, les offres proposées, la zone de couverture et les modalités d'accès à leur service dans les conditions fixées à l'article R. 1-2-7 du code des postes et des communications électroniques.

## **Chapitre X - Conditions liées à des modifications significatives pouvant nécessiter la demande d'une nouvelle autorisation**

En application de l'article R. 1-2-8 du code des postes et des communications électroniques, les modifications susceptibles d'affecter significativement les éléments figurant dans l'article R. 1-2-3 du code des postes et des communications électroniques postérieurement à la délivrance de l'autorisation doivent être portées à la connaissance de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes qui peut, par décision motivée, indiquer à l'intéressé qu'il y a lieu de présenter une nouvelle demande d'autorisation.

## **Chapitre XI - Condition relative au renouvellement de l'autorisation**

Trois mois avant l'expiration de son autorisation, le prestataire fait une nouvelle demande d'autorisation à l'Autorité de régulation de régulation des communications électroniques et des postes, dans les formes prévues pour une demande initiale.

## **Chapitre XII - Dispositions spécifiques relatives à la correspondance transfrontalière sortante**

Le territoire français est entendu comme la France métropolitaine, les départements d'outre mer et les collectivités territoriales de Mayotte et Saint Pierre et Miquelon.

La notion de prestataire de correspondance transfrontière sortante s'applique aux opérateurs effectuant ou faisant effectuer les activités ci-dessous :

- collecte ou enlèvement des envois de correspondance chez l'émetteur, sur le territoire français ;
- tri par pays ;
- organisation et mise en oeuvre de transports internationaux ;
- distribution ou remise des envois de correspondance à distribuer à un prestataire du pays de destination.

Les prestataires non établis sur le territoire français qui contractent avec des utilisateurs établis sur le territoire français doivent être titulaires d'une autorisation relative aux envois de correspondance transfrontalière sortante.

### Obligations spécifiques

Tout envoi postal doit revêtir un marquage identifiant le prestataire traitant les objets postaux. Dans le cas d'envois de correspondance transfrontalière sortante, ce marquage peut être celui du prestataire titulaire de l'autorisation ou celui du prestataire avec lequel il entretient des relations opérationnelles. Le cas échéant, le prestataire titulaire d'une autorisation doit être en mesure, par simple analyse du marquage, de retrouver la chaîne d'acheminement empruntée par l'objet concerné.

Les marques communément utilisées sont communiquées à l'Autorité de régulation des communications et des postes.